

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LE SYNDICALISME TROUVE SA PLACE étude sur les syndicats aux USA	pI
LES TRAVAILLEURS EN FRANCE	p 6
NOTES DE LECTURE La fin des politiques (Barets)	p 10
POLÉMIQUES (réponse à la R P)	p 14
CORRESPONDANCE	p 15
NOTES	p 16
PUBLICATIONS	p 18

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

Numéro 26

FEVRIER 1964

SOLIDARITY:

for worker's Power (en anglais)- Bob Potter- 197 Kings Cross Road-Londres
lettre d'un shop-steward - bus et patrons.

COMITE des

I00:

(en anglais)- lettre ouverte au Tribunal d'Old Bailey (à propos des
manifestations lors de la visite du roi de Grève à Londres).
(Committee of I00 -13 Goodwin Street-London N 4).

REVOLTES:

Maurice Sedes 144 R.de Flandre-Paris 14è.

créée par des militants ajistes veut contribuer à la formation des jeunes
sur les problèmes culturels, sociaux, et politiques; cette publication
est présentée sous forme de fiches utilisables pour toutes formes d'ac-
tivités collectives- le N° 18 -juin 63 est intitulé: "mouvement ouvrier
face à l'Etat". nous reviendrons sur les articles consacrés à l'intégration
et au mouvement ouvrier.

un supplément ronéoté contient des informations sur les mouvements
de jeunesse.

VIEWS AND COM-

MENTS:

en anglais- Libertarian League PO Box 261-Cooper Station- New-York 3
N° 1 (-1963: la révolte noire- chronique espagnole- Ghana- l'Eglise
et les radicaux-Argentine-Brésil- organisation anarchiste et liberté
individuelle- (sur Luigi Fabbri)-critique de livres (G.Woodcock-History
of Libertarian Ideas and Movements).

CAHIERS de l'HU-

MANISME LIBERTAIRE

Luce Ottié 21 rue des Mathurins-Bièvres-

nov-déc.63- Nos 96-97:sur le problème scolaire- Flora Tristan- l'enfance
en croix (Leval)- problèmes constructifs (Voline)-Bullobar, un exemple
d'humanisme libertaire (c'est la vie d'une collectivité en Espagne)
Analyse humaniste- Encore l'économie russe- la violence dans la nature
humaine-

VOIX OUVRIERE:

29 R.de Chateau Landon- Paris- 10è.

N° 2-déc.63: comme nous l'indiquions dans le dernier bulletin, Voix
Ouvrière est devenu un journal vendu aux portes des entreprises en
même temps qu'est diffusé le bulletin propre à l'entreprise. On y
trouve quatre pages d'échos d'une trentaine d'entreprises et quatre
pages d'articles politiques. (dans ce numéro: Et on lui donna un
fusil- Le PCF et la guerre d'Algérie- la phalange à la recherche
d'une nouvelle jeunesse- 19è anniversaire de l'insurrection grecque-
l'Alliance sans progrès -Bouddha socialiste- le 30 novembre 1938).
L'Editorial (Et maintenant?) donne des conseils à la CGT sur le
mythe de la grève générale par laquelle "les travailleurs sont ca-
pables de menacer le gouvernement et le patronat"; leur "mobilisation
est simple"... "Les autres centrales seront bien obligées de suivre
la volonté des travailleurs". Pas plus difficile que cela. Mais si
les travailleurs sont capables, pourquoi ont-ils besoin (d'après VO)
de la seule CGT pour exprimer leur volonté? D'autant plus que la der-
nière page VO dit se placer face "aux organisations syndicales bu-
reaucratissées et désertées par les travailleurs". On demande à com-
prendre cette démagogie simpliste qui est bien proche de celle du
PC pourtant critiquée par VO.

N° 4-déc.63: le vrai cancer- la peur de la grève générale, c'est la
peur de la révolution- petite pilule ou révolution socialiste- des
origines dont le PCF a honte.

le syndicalisme trouve sa place

L'article qui suit a été traduit d'une publication américaine "Contemporary Issues" qui s'intitule elle-même "Une revue pour une société rationnelle". (N° 46- Juin-Juillet 63- PO Box 2357- Church Street Station - N.Y. City 8).

Trotskyiste à l'origine, elle a évolué par la suite et se consacre à la publication d'analyses approfondies.

L'auteur de l'article est David Sanders.

L'on raconte que lorsque Michaël Tigue, Président de la moribonde Union des Ouvriers du Fer, de l'Acier et de l'Etain de l'A.F.L., fut contacté par John L. Lewis au début des années 30 avec des propositions pour une organisation étendue aux laminoirs, il répondit avec un véritable embarras: "pour qui faire? Nous avons assez de membres pour payer la Direction".

Quoique l'AFLCIO soit en train de rétrécir, et ce, de façon continue depuis la fusion de 1955, il reste encore assez de membres pour payer la direction, y compris le coût du nouveau quartier général de 4 millions de dollars bâti à Washington et les 45.000 dollars de salaire du président George Meany. Mais en période de perte de vitesse, il n'est pas temps d'être prodigue, pensée qui doit avoir dominé dans l'esprit du Conseil Fédéral Exécutif lorsqu'il vota à l'unanimité la dissolution du Comité d'Organisation des Ouvriers Agricoles en été 1961.

La décision montra un sens considérable des affaires de la part d'hommes qui n'avaient jamais eu de bulletin de salaire. (Une tentative répréhensible d'attribuer à des motifs moins nobles cette décision fut entreprise sous la forme d'une rumeur circulant à l'intérieur de la fédération, selon laquelle le COOA avait été "lâché", parce que cela faisait partie d'une transaction avec les gros cultivateurs qui promirent à l'AFLCIO californienne de ne pas pousser à une nouvelle campagne pour une loi sur "le droit au travail"). Les travailleurs agricoles émigrants qui ne sont pas payés plus de 9cents de l'heure, et qui ne sont pas protégés par les lois du salaire minimum, ne connaissent que peu d'espoir de devenir une source fructueuse de profits. Et le COOA coûtait à la fédération 250.000 dollars par an, presque assez pour payer le salaire de cinq présidents internationaux. Aussi pourquoi ne pas rendre le "job" au syndicat des Bouchers et aux Travailleurs de l'Emballage, qui pourraient récupérer quelques nouveaux membres - ou à la boulimique Union des Conducteurs Routiers.

Mais les travailleurs agricoles ne sont pas seuls. Chez les employés de bureau et dans le Sud, les deux bastions grandissants des bas salaires et de l'embauche libre de non syndiqués, l'AFLCIO a fait à peine une brèche depuis l'unification d'il y a presque une décennie. La fusion, annoncée à ses débuts comme une grande période d'expansion syndicale, a plutôt accéléré le processus de rétrécissement. La grande marche en avant lancée à sons de trompe, qui suivit le mariage, finit sans gloire, moins de trois ans plus tard par la perte de près de la moitié de l'organisation, sans avoir rien réalisé. La fusion dont les tenants enthousiastes avaient prédit qu'elle infuserait à tout le mouvement syndical américain le vigoureux sang du CIO, l'a au contraire contaminé avec l'artériosclérose avancée de l'AFL.

Que l'ossification du CIO ait continué de toute façon, il est à peine nécessaire de poser la question. Sa bureaucratisation et son institutionnalisation étaient déjà pratiquement complètes au moment de la fusion qui fut en fait plutôt le résultat que la cause de ce processus. En 1955, il n'existait pas de différences appréciables entre les deux fédérations pour justifier la séparation; la fusion ratifiait simplement la réalité.

Le CIO, né dans la vague de militantisme qui suivit la dépression, comblait le vide laissé par l'AFL dans les industries nationales à productions massives, étendant la protection élémentaire de l'organisation syndicale à des millions de travailleurs qui avaient été méprisés depuis des années par l'aristocratie ouvrière de l'AFL. Avec des exceptions significatives - tel le Comité d'Organisation des travailleurs de l'Acier, qui n'adopta les normes d'organisations syndicales que lorsque la vague dangereuse de spontanéité fut passée - les nouvelles unions CIO, furent marquées à leurs débuts par une démocratie relative, un minimum de bureaucratisation et un esprit de dévouement social. Mais pas pour longtemps.

Le processus de différenciation et stratification interne, déjà sous jacent vers la fin des années 30, fut largement accéléré par la guerre, avec son accompagnement de contrôle gouvernemental du mouvement syndical, des salaires relativement élevés et l'écrasement de tout militantisme. La prospérité de l'après-guerre, et les pressions de l'ère Mc Carthy, achevèrent le "boulot". En 1955, le CIO, en ce qui concerne la structure bureaucratique, les perspectives d'avenir social et la conception des problèmes syndicaux, était peu différent de l'AFL. Même dans le domaine de l'opposition des syndicats de métier au syndicalisme industriel, les bases originales de divergence du CIO et les lignes de démarcation sont devenues confuses; beaucoup d'unions de l'AFL, telles que les Conducteurs de Locomotives et l'Union des Travailleurs de l'Electricité, s'étaient transformées, entièrement ou en partie, en syndicats industriels, pour pouvoir entrer en compétition avec le CIO. Par des purges intérieures systématiques des syndicats à minorité stalinienne et l'expulsion complète des syndicats dont les staliniens avaient le contrôle, le CIO éliminait la dernière justification de l'AFL pour la séparation.

A l'intérieur de la fédération unifiée seules des frictions juridiques entre les métiers du bâtiment et les unions industrielles, et un pâle reflet des divergences passées continuent de diviser les deux courants. Meany et Reuther peuvent se quereller à propos de la nomination d'un membre du conseil exécutif ou d'un délégué à la Confédération Internationale des Syndicats Libres, mais ils ne font qu'un contre A. Philip Randolph et son Comité Uni des Travailleurs Noirs, organisé en vue d'aiguiller la fédération vers l'élimination des pratiques discriminatoires.

Le mouvement ouvrier en général, et l'AFL-CIO en particulier, après avoir durement combattu et menacé l'ordre établi, sont devenus une partie acceptée de cet ordre. Ils peuvent attaquer les profits, mais non le système du profit; ils peuvent critiquer les capitalistes individuellement, mais jamais le capitalisme en général; ils peuvent s'efforcer de limiter les droits de propriété, mais non les éliminer. Le pâle libéralisme de leur programme social, esche un profond conservatisme bon teint. Non seulement la direction avec ses 40.000 et 50.000 dollars de salaires a intérêt à préserver l'essentiel du statu quo; une partie croissante des membres élevés au statut de classe moyenne, sont dans les mêmes dispositions d'esprit. La plupart des membres des syndicats sont aujourd'hui dans la partie supérieure des second et troisième rang dans l'échelle des revenus américains. Dans le bas des deux derniers cinquièmes, avec les fermiers pauvres et les éléments à la traîne de la classe moyenne se trouvent les travailleurs inorganisés, les minorités exploitées, les travailleurs organisés des industries marginales. L'aristocratie ouvrière n'est plus limitée aux syndicats de métier favorisés; aujourd'hui, elle inclut les travailleurs de l'acier,

de l'automobile, les conducteurs routiers et les marins, les travailleurs de l'aviation et ceux du pétrole. Mais bien que cette couche supérieure soit bien plus étendue que l'aristocratie de métier du passé, elle est en train de rétrécir. L'automation et le poids économique croissant de la pseudo-production, réduisent la part des travailleurs des industries à hauts salaires, vers celles à salaires réduits et les employés de bureau et le superflu sans emploi. Seule la crainte mordante de la destitution technologique est probablement à même de pousser ce prolétariat privilégié à l'action - et en l'absence d'une solution sociale générale du problème, les solutions individuelles sont rétrogrades et sans espoir. Reposez-vous, le suréquipement fait le travail: -les devises du Ludditisme du 20ème siècle sont tout aussi condamnées à l'échec que celles des propagateurs du machinisme du 19ème siècle.

Si le mouvement syndical en son entier est sans perspectives sociales ses membres en manquent probablement bien davantage. Là où le syndicalisme en général accroche son char aux intérêts du capitalisme, ses parties spécifiques, dans la grande lutte concurrentielle, s'allient elles-mêmes chacune avec son propre maître. Le bien-être général, qui à l'occasion sert de dénominateur commun dans les actions du mouvement syndical tout entier, est complètement perdu de vue dans cet étalage de particularités. Le Syndicat du Textile comme les compagnies textiles, s'efforce d'obtenir de hauts tarifs douaniers pour se prémunir contre les importations étrangères. Les syndicats des usines d'armements, s'opposent à toute réduction des commandes gouvernementales d'armes, pour prévenir le chômage. Les syndicats du bâtiment combattent contre toute tentative de limiter la folie de construction des autos-routes, dans l'intérêt de l'emploi de leurs membres. Les syndicats d'employés publics refusent de se joindre à l'opposition de l'AFLCIO aux impôts sur la vente et autres taxations régressives de peur que les trésoreries municipales ne manquent de fonds pour payer les augmentations de salaires. L'Union des Ouvriers des Transports soutient les hauts tarifs des transports pour la même raison. Et la liste n'est pas close.

L'industrie des Etats-Unis a pour sa part accepté, sinon considéré comme entièrement la bienvenue, l'existence des syndicats dans la limite où ils ne menaçaient pas son autorité. La reconnaissance de la nécessité des syndicats fait maintenant partie du rituel, même lorsqu'on les attaque; même le plus extrême de ces assauts cherche plutôt à les restreindre qu'à les éliminer. Briser les syndicats demanderait un effort plus grand que celui que le Capital américain est, aujourd'hui, capable de fournir, mais même si cela n'était, on peut se demander si les secteurs dominants de l'industrie voudraient écraser les syndicalistes s'ils le pouvaient. On commence à reconnaître que les syndicats jouent un rôle comme mécanisme auto-régulateur, qui garantit la "fidélité" d'une large couche de l'aristocratie ouvrière en limitant l'extension de l'exploitation. Dans quelques industries, telle que celle des aiguilles, les syndicats jouent un rôle régulateur plus spécifique, évitant la concurrence acharnée et la mort des entreprises marginales qui en découlerait. Beaucoup d'industries trouvent dans leurs syndicats des auxiliaires indispensables pour rassembler le soutien public pour défendre leurs intérêts particuliers. Le "Travail" est représenté partout, au gouvernement, dans la politique, dans les Organisations d'Assistance, dans l'industrie elle-même et, dans ce processus, est lié, plus irrémédiablement que jamais, à l'ordre politico-économique établi.

Des syndicats tels que celui des Conducteurs Routiers ont acquis de vastes propriétés immobilières, des actions, obligations et participations, se liant par un nouveau maillon à la chaîne qui les attache au système. Leurs dirigeants aux salaires rivalisant avec ceux des présidents de petits trusts, adoptent non seulement le mode de vie de la classe supérieure, parachevé par les Cadillacs, chemises de soie et maisons luxueuses, mais aussi leur aspect. Herbert Hill, secrétaire syndical de l'association Nationale pour l'Avancement des Gens de Couleur (NAACP) a récemment appelé l'attention sur l'un des plus extraordinaires exemples de cet état de choses

quand il observait que les chefs de l'Union Internationale de l'Habillement Féminin avaient beaucoup plus en commun sur le plan social avec les employeurs de l'industrie du vêtement, qu'avec les Noirs et les Porto-Ricains qui forment une proportion croissante de leurs membres. Le contraste n'est pas toujours aussi choquant, en particulier dans les industries dont les directeurs ont pris des habitudes de Brahmanes, mais il est à peine utile de se demander si les dirigeants suprêmes des syndicats se sentiraient mieux à une réunion du Rotary Club qu'à une assemblée de leurs propres membres.

Avec cette différenciation prononcée entre la direction et les membres de la base - des revenus de dix contre un dans le cas de syndicats tels que les Conducteurs Routiers et la Confrérie des employés de chemin de fer, il n'est pas surprenant que les officiels syndicaux observent leurs adhérents avec soupçon comme une masse capable pour le moins de bouleverser les accords conclus et au pire renverser la direction elle-même. Pour se prémunir contre cette dernière éventualité, la plupart des syndicats ont été transformés en une construction autocratique sinon monolithique, dans laquelle les droits des adhérents, si tant est qu'ils existent sont une fiction. Le sort de l'opposition à l'administration de David J. Mac Donald dans le syndicat des Travailleurs de l'Acier, il y a quelques années, a démontré en fait les difficultés insurmontables auxquelles doit faire face un mouvement de révolte à l'intérieur d'un syndicat qui est loin d'être le plus dictatorial parmi les organisations syndicales nationales; tout le poids de l'appareil fut jeté contre l'opposition dans une campagne véritablement vénimeuse. Même dans ceux des syndicats tel que celui des Travailleurs de l'Automobile où les droits des membres sont défendus par une sauvegarde légale et même juridique, le simple poids de l'appareil professionnel est une force incalculable aux côtés de l'inertie bureaucratique. Le simple contrôle de cet appareil est suffisant, dans la plupart des cas pour garantir la continuité même pour une direction pointilleuse sur les exigences de la démocratie formelle - et de telles directions deviennent des exceptions de plus en plus rares -.

Il est devenu courant parmi ceux qui excusent les directions syndicales de mettre tout manquement à la démocratie dans les syndicats, sur le compte de "l'apathie des adhérents". Il y a une part de vérité dans cette excuse, mais elle se rapporte à l'effet non à la cause. Les adhérents dans la plupart des cas montrent suffisamment de finesse pour reconnaître, s'il y a quelque chose en jeu ou rien, et si cela est, à même d'avoir une influence sur le résultat. Dans ces quelques cas, tel que la ratification d'un accord, les adhérents sont généralement prompts à saisir l'occasion. Leur "apathie" se manifeste d'habitude par un refus, compréhensible, d'assister aux meetings où rien d'important n'est décidé, où les décisions sont prises d'avance.

Quelle limitée qu'elle fût dans ses résultats, la démocratie des syndicats a rendu les directions des industries aussi méfiantes à son égard que les présidents des syndicats. "Business week" le met en évidence dans son numéro du 1^{er} Décembre 1962;

" Au moment de l'adoption de la loi Landrum-Griffin beaucoup d'employeurs et de personnalités officielles admirent qu'il y avait lieu de se montrer prudent à l'égard d'une trop grande démocratie dans les syndicats. Aussi souhaitable qu'elle pût être en tant qu'idéal, la démocratie pourrait avoir des désavantages pratiques pour des relations industrielles efficaces... Beaucoup de problèmes de négociations et de grèves d'aujourd'hui sont dus aux abus des droits démocratiques par de petits groupes. Ils bouleversent les termes des accords d'où il résulte des tensions et souvent des grèves. Ils ont des droits de protester et de contester qui leur sont garantis et ne peuvent être soumis aux lois et statuts. Beaucoup d'employeurs se plaignent de ce que ces relations "codifiées" seraient mieux servies par une autorité plus centralisée avec un pouvoir disciplinaire sur les syndicats locaux. Dans une certaine mesure cela existe à présent dans beaucoup de syndicats, légal ou de fait "

Nous rencontrons là l'habituelle caractérisation de la démocratie: "souhaitable" en tant qu'idéal, intolérable dans la pratique. "Business week" n'hésite pas à "manger le morceau" au sujet du rapprochement des conceptions des dirigeants syndicaux de celles des patrons:

" La conception du syndicalisme de J. Hoffa comme une entreprise quasi commerciale ne permet aucune opposition. Beaucoup d'employeurs qui ont affaire avec le syndicat des camionneurs concèdent avec un peu de gêne que ce peut être une bonne chose; trop de démocratie disant certains signifierait des relations cabotiques avec le monde du travail ".

La dépendance des directions syndicales de leur personnel appointé ainsi que la nécessité du contrôle interne ont été grandement responsables de la résistance que beaucoup d'entre elles ont manifesté à l'affiliation syndicale de ce personnel. La syndicalisation outre la défense des intérêts économiques du personnel permet sa protection contre toute mesure arbitraire de renvoi ou rétrogradation. Ce n'est pas pour des raisons économiques mais pour des raisons organisationnelles que des directions telles celles de l'Union Internationale de l'Habillement Féminin et des Travailleurs du Textile ont combattu la syndicalisation de leurs personnels. Doubinski dont la campagne de licenciements et intimidation contre la Fédération du Personnel Syndical a été tellement grossière qu'elle a amené le Bureau National des Relations du Travail à y trouver des pratiques illégales, a eu le front de donner comme argument contre l'organisation du personnel que le Syndicat du Vêtement est non une affaire commerciale, mais une "mission", dirigée par un "missionnaire" à 28.000 dollars par an. Conformément aux pratiques démocratiques habituelles de l'UIHF, la fédération du personnel syndical se vit dénier le droit de s'exprimer au Congrès qui vota de la combattre jusqu'à la Cour Suprême.

Les critiques les plus radicaux du mouvement syndical américain l'avaient longtemps considéré comme un géant endormi, qui s'éveillerait un jour, rejetterait ses mauvais dirigeants et utiliserait son potentiel comme instrument d'une transformation sociale. Cette perspective, qui n'a toujours eu que peu de chances de se réaliser, s'évapora une fois pour toutes et ce n'est pas là la moindre ironie, que ce soit précisément avec l'organisation dans le CIO des travailleurs de la grande industrie. Les millions d'employés non encore organisés, de travailleurs émigrés et autres travailleurs marginaux, volumineux en nombre, ne pouvaient jouer de par la nature de leur position économique, le rôle traditionnellement réservé à la classe ouvrière industrielle, dans le schéma marxiste de la révolution sociale.

Soutenir que les militants de la base sont capables de se débarrasser de l'encombrement bureaucratique et transformer la nature de leur organisation, c'est sousestimer à la fois la fermeté de la mainmise de la direction sur l'appareil de l'organisation et le succès des syndicats dans la défense des intérêts économiques les plus étroits de leurs membres à l'intérieur du cadre social existant. La plupart des sections du mouvement syndical n'ont plus un intérêt particulier à changer le statu quo dans lequel on leur a donné un intérêt; et celui-ci est vraiment tel qu'il les mènera à s'opposer à l'intérêt "général", comme lorsque le syndicat des mécaniciens - avec le complet soutien de ses membres, on peut en être sûr - protesta contre le démantèlement du programme des Skybolt parce qu'il amènerait du chômage parmi ceux qui fabriquent ces missiles. C'est seulement en s'élevant au-dessus des intérêts particuliers - comme les ouvriers de l'automobile, du bâtiment, de l'acier, en réalité comme OUVRIERS - et s'identifiant avec l'intérêt général pour la cessation d'un système destructif et irrationnel, que les travailleurs deviennent un instrument de transformation sociale. Et pour ce but les syndicats sont tout à fait inadéquats.

On a souvent eu une vision de la classe ouvrière reprenant, à un moment de bouleversement social, l'appareil qu'elle avait abandonné depuis si longtemps aux dirigeants des syndicats. Cela n'est pas impossible, bien que de plus en plus difficile. Mais parce que la fonction du syndicat en tant qu'organisation d'intérêts particuliers sera à ce moment dépassée, le jeu n'en vaudra plus la chandelle. De nouvelles formes, de nouvelles organisations seront créées pour servir à de nouvelles fins plus générales.

Entre temps, les syndicats continueront comme instrument myope mais indispensable pour la défense des intérêts des travailleurs, à la place des travailleurs. Dans une faible mesure, cet instrument peut être amélioré pour servir ses fonctions avec une plus grande fidélité et efficacité, avec moins de perversion et de corruption, mais il ne peut être utilisé pour un but qui est par inhérence au-delà de ses fonctions. Cette réalité est apparue à un nombre croissant d'intellectuels libéraux aussi bien qu'avancés; ils en sont venus à considérer le mouvement syndical toujours avec sympathie, mais sans illusions. De plus en plus les mouvements de protestation sociale intégration des Noirs, contre la Bombe, se développent avec peu ou pas de participation syndicale. Le mouvement syndical est devenu partie intégrante de l'ordre établi; il s'est frayé la voie vers un siège confortable dans le train - peu importe la destination. Ce faisant, ses plus grands succès sont devenus sa plus profonde faillite.

oooooooooooo

les travailleurs en france

LIAISONS:

Réunion Inter-entreprise Paris - II janvier 1964- 12 camarades présents - I excusé.

(Assurances, enseignement, employés, imprimerie, Jeumont, métallus, PTT, Renault).

La réunion et les discussions sont consacrées aux informations d'entreprises reproduites ci-après.

Les camarades de la région parisienne désirant participer à ces réunions doivent nous le faire savoir (écrire à ICO, 13bis Rue Labois Rouillon-Paris) pour recevoir des convocations en temps voulu. Cette participation n'est nullement exclusive de l'appartenance à un groupe ou un syndicat.

Dans différentes villes de province, des camarades isolés recherchent des contacts sur la base des idées exprimées dans ICO. Ecrire aussi à ICO.

Dans le N° 24- décembre 63- nous avons publié la lettre d'un camarade instituteur de la Marne, qui se terminait par l'appel suivant:

" Y-a-t-il d'autres instituteurs en liaison avec ICO? Cela m'intéresserait d'entrer en rapport avec eux, afin d'y échanger nos problèmes particuliers, et peut-être d'amorcer un travail commun ".

Les lecteurs d'ICO faisant partie de l'enseignement peuvent nous écrire; nous transmettrons à ce camarade.

INFORMATIONS d'ENTREPRISES:

Hachette:

a distribué pour 1.500.000 F nouveaux d'actions à 5000 salariés de ses filiales, dont les Messageries de Presse (NMPP). Les syndicats, CGT, CFTC, FO, CGC, ont signé l'accord de distribution: après cela ils protesteront contre l'intégration et l'association capital-travail.

Simca:

D'après un article de l'Express, le nouveau directeur Hérail procède à la réorganisation des services (cela fait suite au rachat de Simca par Chrysler). Cela marquerait un changement de politique syndicale de la direction. Un train de licenciement viserait sept directeurs et deux députés UNR de la Seine (Calmejane et Bernasconi); ce dernier fut pendant cinq ans secrétaire général des Syndicats Indépendants des Usines Simca; l'autre est délégué national à l'action ouvrière de l'UNR. Ces modifications sont saluées par la presse comme le "respect des libertés syndicales". En réalité, elles marquent le passage de la politique de patronat antisyndical et du syndicat jeune à la politique de l'utilisation des grands syndicats comme cela se fait ailleurs. L'UNR aurait créé -est-ce une réponse à l'échec de l'utilisation des syndicats indépendants- un centre de formation de militants destinés à s'introduire dans les syndicats les plus importants. Après tout, c'est bien un chapitre du programme des grands partis: avoir des hommes dans les syndicats.

Citroën:

Comment l'Humanité (5/12/63) déforme les faits. Sous le titre "Dans les usines Citroën une bataille se dessine pour la défense des libertés syndicales" un article signé Pichelin, essaie de faire croire que "chez Citroën la bataille est effectivement engagée" et que "des exemples ont été fournis suffisamment éloquents pour montrer que Citroën n'est pas à l'abri des coups des travailleurs". Comme preuve voici ce qui est avancé:

"Depuis le début de 1963, les augmentations obtenues pour les OS atteignent 24 centimes de l'heure "...

Or, il n'y a eu aucune lutte d'aucune sorte, et les augmentations restent individuelles, ne sont même pas annoncées à l'avance par la direction. Chaque ouvrier prend connaissance de la rallonge avec sa feuille de paie; c'est la surprise à chaque fois.

Voici les augmentations d'une camarade OS 2 chez Citroën (horaire sans boni) pendant 1963, toutes accordées "généreusement" par la direction:

11/1/63	- 4 centimes sur taux de base
8/3/63	2 centimes sur la prime
5/4/63	4 centimes sur taux de base
28/6/63	4

20/9/63 4 centimes sur taux de base
 30/10/63 4 centimes -d°-
 15/11/63 25 centimes par jour (sur la prime de présence portée à 2.25).

L'augmentation du taux horaire, pour un OS 2 n'est donc que de 20 ct.

Peu de travail, pas de revendications.

Tract du PC pour une délégation à la réception des choeurs de l'Armée Rouge à la Mairie de Saint Denis.

Quête pour les licenciés de R.E.V.

Jenmont:

Grève d'une journée dans un service d'archives. La direction donne une réponse trois jours après la reprise du travail, et sous la menace d'une reprise de la grève: une prime de 5000 anciens frs égale pour tous. (employés et cadres du service avaient tous pris part à la grève).

Assurances

Généralistes:

C'est la première fois depuis 15 ans, qu'il n'y a eu aucun mouvement dans la période Noël-Jour de l'an, période propice à des débrayages. Par contre, début janvier, une grève de 15 jours des facteurs de La Loire réclamant le paiement des heures supplémentaires et la suppression du double service; une autre grève en cours à Lyon.

Mais les postiers de Paris, et d'ailleurs aussi sans doute, n'ont appris ces luttes que par les journaux: aucun tract des syndicats. Une note de service aux bureaux de tri a ordonné -sans en donner le motif- d'acheminer (différemment) le courrier de La Loire, à la Porte de Versailles. Tout le monde l'a vu, mais aucune réaction de solidarité. A méditer.

P.T.T.

Ralentissement de production, c'est la période creuse habituelle et comme les années passées, c'est le manège des mutations qui recommence chaque mutation étant accompagnée d'un déclassement: un PI se retrouve OS, des postes de régleurs sont supprimés et les intéressés envoyés comme OS sur machine, avec diminution de salaire (jusqu'à 80 frs anciens de l'heure). Peu importe l'ancienneté dans l'emploi ou la qualification; au contraire les plus âgés se trouvent les principales victimes de ces déclassements; seuls restent en place les favoris des contremaîtres qui sont les maîtres absolus dans cette valse des postes. Personne ne dit rien: ni les ouvriers (c'est ça ou la porte) ni les délégués qui ne peuvent même pas savoir le salaire d'un poste. Les travailleurs étrangers plus sensibles aux pressions de toutes sortes sont plus dociles que les français: la maîtrise les utilise à fond.

Renault:

Visite des danseurs de l'armée Rouge: sensibilité de tous les ouvriers au comportement de ces "ambassadeurs" qui savent serrer la main aux travailleurs alors que tous les autres visiteurs passent comme s'ils visitaient un zoo.

(Le ralentissement "saisonnier" de Renault semble se préciser: non renouvellement de contrats temporaires à Flins, chômage un lundi aux forges et fonderies de Billancourt. D'autre part, l'ouverture de l'usine du Havre peut avoir des conséquences sur le travail à Billancourt).

Le Comité d'entreprise -majorité CGT- gérant de la cantine, a mis à la porte trois serveuses. Un tract CFTC a dénoncé les méthodes de ces patrons syndicaux. De fait le travail est dur, payé juste au tarif et c'est la porte au premier prétexte.

Dans une petite entreprise métal. le travail aussi ralentit, les heures supplémentaires ont été réduites à 48 heures ce qui a entraîné les protestations des jeunes... A la rentrée des vacances, il avait été demandé une augmentation générale: la direction a procédé à des révisions individuelles unilatérales... que s'attribuent les délégués comme obtenues par eux; 10% environ n'ont pas été augmentés mais le noyau de professionnels trouvent cela normal (ils se considéraient lésés par une augmentation uniforme).
Quête de solidarité pour R.B.V.: pour 120 ouvriers, 9000 anciens frs (même pas 100 frs par tête).

(les informations viennent soit directement de camarades travaillent ou habitant dans le 20è ayant eu des contacts directs avec des ouvriers RBV, soit d'articles parus dans la presse):
Société d'outillage R.B.V. :

Reprenons les faits déjà signalés dans IOO:
Grève de solidarité d'ouvriers avec l'un d'eux licencié pour avoir loupé une pièce. Licenciement de tous les ouvriers par le patron. Celui-ci crée une nouvelle société qui prétend réembaucher les licenciés à 400f (nouveaux) de moins par mois pour un P 3 (une quinzaine sur 180 ouvriers auraient acceptées conditions).
Les actions préconisées par les syndicats (tous groupés) sont du modèle:

"meeting de protestation pour que le ministre du travail se prononce publiquement et prenne les mesures qui s'imposent " (tract du 17/12/63).

"manifestez votre solidarité en participant à la souscription... par des motions, pétitions et délégations... pour exiger le respect de la législation du travail, etc..."

Autrement dit, tout doit rester dans la légalité et on attend que les autorités soient émues par les appels et pétitions et fassent peur aux patrons qui eux, bien sûr, se sentent bien tranquilles. La solidarité dans une entreprise (métallurgie) du 20è, elle a consisté dans un débrayage d'1/4 heure pour remettre une pétition à l'adjoint au maire (un fonctionnaire) qui transmettra... Une manifestation de rue n'a groupé que 16 manifestants. Un meeting local 300 personnes. Les syndicats ont tout pris en mains; les ouvriers croient ce qu'ils disent et sont impressionnés par le déluge verbal (affiches, tracts, etc...) sans se rendre compte qu'il est aussi creux qu'inefficace. Aucune tentative pour risquer une action autonome, passée la réaction spontanée de solidarité. Il semble d'ailleurs qu'une partie des travailleurs licenciés se soit réembauchés ailleurs et qu'il ne reste en lutte, que les ouvriers les plus âgés qui subiraient un déclassement important. L'orientation, le caractère sporadique, donnés à cette lutte par les syndicats ne peuvent que pousser les travailleurs au découragement et à la recherche d'une solution individuelle, qu'ils trouvent facilement en raison du plein emploi, et qui par contre eux, en l'absence de

lutte collective, légalise l'arbitraire patronal. D'autre part, cette même possibilité de solutions individuelles, le sentiment que la lutte ne débouche nulle part, font que les ouvriers ne trouvent pas dès le départ les moyens qui poseraient, vis à vis du patron, du pouvoir et des autres travailleurs, leur lutte comme une lutte de classe.

Des camarades posent la question de ce que nous pourrions faire dans de telles circonstances : selon certains, il y aurait un moment psychologique au début de la lutte où tout pourrait être posé en ces termes (par exemple occupation de l'usine); ce serait possible pour un ouvrier de l'usine, mais de l'extérieur, c'est très difficile; tout au plus pourrions nous par un tract faire la critique de ce que proposent les syndicats et suggérer que les ouvriers mènent leur lutte eux-mêmes. Dans un cas, comme dans l'autre, ils se heurteraient rapidement aux syndicats, aux flics, en plus du patron. De plus, au moment où nous pourrions de l'extérieur suggérer ainsi des formes d'action, les syndicats auraient déjà le mouvement en mains. En fin de compte une aide ne pourrait valablement s'adresser qu'à des travailleurs ayant déjà pris conscience de leur propre force autonome et orienté l'action en ce sens.

Nantes:

fin de la grève des transports urbains. On ne sait trop comment; car le 9 janvier il y avait un meeting de solidarité qui réunit près de 5000 personnes et le matin même les grévistes avaient repoussé les offres patronales. Le samedi 11 janvier, les syndicats annonçaient la reprise du travail pour le lundi 13 - après 38 jours de grève - sur la base des propositions patronales repoussées par les grévistes le 9;

oooooooooooo

notes de lecture

" LA FIN DES POLITIQUES " - Jean Barats - Ed. Calmann-Lévy.

L'entrefilet suivant piqué dans un numéro de l'Express de novembre, nous rappelle qu'il n'est peut-être pas inutile de parler de ce livre qui ne date guère que d'un an:

"Lancement à Paris, le lundi 4 novembre, du groupe Technique et Démocratie. Déjeuner, débat de 300 personnes. Orateurs: Louis Vallon, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Raymond Boisdé, Jacques Duhamel, Serge Mallet, François Bloch-Lainé, Pierre Fourastié. - Tout le monde d'accord pour affirmer qu'à l'heure actuelle, les hommes politiques ont besoin de se techniciser, et que les techniciens auraient avantage à ne pas trop mépriser la politique". "Monsieur Barats, animateur du groupe, a, au lendemain de cette réunion, etc..." (Express - nov.63).

Qui est donc ce Barats, autour duquel nous retrouvons certains de nos techno-démocrates, colloquant à plaisir sur la "Planification démocratique"? (voir ICC N° 13-Déc.62)

Son éditeur nous le présente: "Ingénieur autodidacte, jeune et brillant, consulté dans de nombreux pays, parcourant le monde, et au fait de toutes les tendances nouvelles ". Et son livre s'adresserait tout particulièrement aux jeunes, en vue de "la constitution d'une techno-politique des jeunes qui fera le monde de demain ".

Ce n'est qu'après la dernière guerre qu'en France nous avons vu se développer une technocratie consciente et active, bien que très divisée à l'origine entre pro-américains, pro-russes, européens, ou nationaux.

Or, le livre de Baretts résume assez bien l'essentiel de ce qui trotte dans la tête de nombreux technocrates. En outre s'y exprime la recherche d'une large base d'appui : les jeunes cadres.

Rappelons les notions qui sont communes à toutes les variétés de techniciens en mal de technocratie: rationalité, organisation, efficacité, et autorité. Le modèle hiérarchique des grandes entreprises, capitalistes ou "socialistes" répond assez bien à une concrétisation de ces notions. Seulement, ce modèle ne s'applique pas aisément à l'ensemble de la société d'où cet essai d'osmose ou de synthèse, entre technocrates et politiques qui aboutit à nos techno-démocrates actuels.

Dans son livre Baretts tente de légitimer la marche vers le pouvoir de ceux qu'il appelle les cadres décisionnaires. Et il le fait tambour battant, en utilisant une méthode d'exposition d'une logique implacable, en un style simple, chaque développement étant suivi d'une proposition, chaque chapitre étant résumé succinctement. Bref, une belle construction. Mais, si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que notre Baretts est un maître prestidigitateur.

Point de départ: le développement dans les sociétés industrielles les plus en avance, du secteur "tertiaire" à savoir ceux qui "parmi les participants à la création de la richesse d'une nation", travaillent dans les branches suivantes: commerce, banque, assurances, transports, administration, professions libérales.

Puis, il nous parle de la "tertiarisation". C'est-à-dire: pour le secteur primaire (agriculture) la création d'une "jeunesse paysanne plus ou moins transformée en cadres ", et de "l'évolution de cette jeunesse vers une espèce de technocratie paysanne " (p. 70).

-pour le secteur secondaire (industrie) évolution conduisant à la "création d'une jeunesse technocratique de base ouvrière " (p. 72).

- pour le secteur tertiaire "dont l'importance augmente chaque jour" même rajeunissement des cadres. " Le désir violent d'action efficace ... conduit assez directement à transformer là aussi le responsable en un technocrate ". (p. 72).

Et Baretts de citer l'exemple de l'armée:

"Quand l'armée constitue la seule forme tertiaire, ou qu'elle a seule effectuer sa prise de conscience collective, elle constitue le groupe de choc pour l'accès au pouvoir de la mentalité tertiaire ". (p. 74)

En passant, notons que voici l'armée logée dans ce dépotoir que constitue ce secteur "tertiaire". Sans doute, en tant que créatrice de la richesse d'une nation ! Bah ! pourquoi pas. Certains historiens (voir Histoire Générale du Travail. Trois tomes- Nouvelle Librairie de France)- économistes, sociologues, y fourrent bien d'autres parasites: clergé, robins, flics, etc...

Revenons à Baretts, qui tout de même est bien obligé de nous parler du prolétariat des trois secteurs:

"Le prolétariat des ouvriers et des paysans ne constitue plus une majorité dans les pays développés. Il tend à être remplacé par une majorité composée d'un prolétariat d'employés" (p.75).

Mais c'est alors que l'escamotage se précise:

"Une classe nouvelle, le cadre décisionnaire," apparaît et occupe toute la scène.

Toutefois Barats ne juge pas:

"Inutile de noter que l'employé décisionnaire bénéficiera d'une distribution trop élevée du revenu national, au détriment des employés d'exécution" p.79.

Qu'importe, l'avenir est "aux cadres, devenus fort jeunes, hommes d'action et de commandement". " Cette jeune force qui détiendra en fait les pouvoirs et qui jugera les hommes politiques prendra tôt ou tard en mains, le pouvoir politique " p.81.

Barats ajoute: " il n'est pas absolument abusif de parler de la montée d'une nouvelle caste " (p.81).

Pourquoi caste et non plus classe, comme quelques pages auparavant?

Parce que pour l'auteur, la lutte de classes aura disparu du fait:

" d'un déplacement progressif du prolétariat ouvrier et agricole vers le prolétariat de l'employé qui tendra à constituer la classe unique des civilisations de demain " (p.84).

Quant à "la contradiction grave entre l'employé décisionnaire et l'employé prolétaire," ce n'est plus qu'une "lutte de fonctions".

"La disparition de l'opposition des classes permettra le développement de la seule opposition réelle celle de l'opposition des fonctions, entre ceux qui décident de l'investissement en pensant à l'humanité, et ceux qui subiront ces décisions, en pensant aux besoins immédiats de l'homme " (p.61).

Barats ne s'est vraiment pas fatigué. Toutes les classes dominantes ont de la même manière justifié leurs régimes d'exploitation. Elles seules sont capables de diriger la société pour le plus grand bien de tous les hommes et en vue d'un avenir radieux, les travailleurs n'étant -- capables, que d'un "matérialisme sordide", selon le mot historique de P.L.F. andia, un grand ministre de la troisième.

Mais la technocratie, la caste des décisionnaires se différencierait des anciennes classes dominantes puisque Barats lui offre une nouvelle philosophie. Rien que ça! C'est "l'objectivisme". En fait rien d'autre que le "réalisme" ou le "pragmatisme" des capitalistes. Reste à trouver une nouvelle morale car "ce garde-fou est la seule limite des dirigeants" (p.137), une "morale spirituelle élevée" bien sûr. Quant à l'homme moyen, la loi suffit pour définir les limites qui lui sont imposées. (même page). Quant à cette morale donc, qui doit éviter à l'homme d'être "robotisé", Barats est prudent:

"Les religions, gardiennes classiques des valeurs morales, auraient été les plus qualifiées pour cela. L'avenir seul nous dira le rôle qu'elles pourront encore jouer dans ce domaine qui peut contribuer d'ailleurs à les regrouper " (même page 137).

En somme, encore rien de nouveau. Barats peut être tranquille. Les Eglises savent s'adapter et sont toujours prêtes à servir les nouveaux Césars.

Nous ne résumerons pas les pages du livre consacrées à l'action des jeunes forces décisionnaires, au parti, outil de cette action, à la prise du pouvoir et à la réalisation des grandes réformes nécessaires. Nous faisons confiance aux copains qui liront cela. Ils y chercheraient en vain la "démocratie" de nos techno-démocrates. De la démagogie, ça oui, il y en a.

Un exemple: p.157, Baretts dénonce "la moralité souvent discutabile de la création du capital et l'immoralité indiscutable de la transmission du privilège acquis".

Comme on le comprend ! Il vise juste. Pour tous les bureaucrates et techno-démocrates qui n'ont que leur savoir, ou savoir-faire, et leur ambition, attendre une partie de leur vie une cooptation par les technocrates issus de la grande bourgeoisie capitaliste arrivés jeunes aux places "décisionnaires", ça ne va pas. Ils veulent la part entière au départ. A bas l'héritage et vive l'instruction démocratique ! (v. page 166). Et Baretts de faire appel aux futurs membres de la "direction technocratique des biens collectifs", arrivés aux postes décisionnaires grâce à la "gestion par les syndicats, des sociétés d'Etat et des sociétés privées". (même page). On retrouve ainsi tout l'arsenal des propositions contenues dans les ouvrages abondants depuis le Plaidoyer pour l'avenir de L. Armand, de nombreux techno-démocrates impatients.

Avant d'esquisser une critique de ce qu'il y a de sérieux dans ce livre de Baretts, signalons que la quatrième partie, d'une soixantaine de pages, se compose d'"études objectives appliquées à l'évolution mondiale". C'est à lire. Bien que succinct le tableau que l'auteur dresse du monde dans un proche avenir explique bien des données de la politique actuelle des impérialismes.

Nous avons vu que Baretts, partant de ce que Pierre Drouin appelle dans "Le Monde", les "métamorphoses de la classe ouvrière", constate la prolétarianisation rapide de toutes les nouvelles catégories de travailleurs créées au fur et à mesure des progrès de la technique et de l'organisation au sein des entreprises industrielles capitalistes, étatiques ou semi-étatiques. Prolétarianisation qui s'applique également aux branches d'activité dites "tertiaires" dont le développement est lié à la croissance des grandes agglomérations, à la satisfaction de besoins nouveaux, aux exigences d'une production toujours plus dépendante des progrès scientifiques, ainsi qu'à l'extension continue de tout ce qui concourt au conditionnement des masses.

Cette tendance à une prolétarianisation plus accentuée et plus étendue que jamais (dans les grandes taules, cadres moyens et même supérieurs ne sont plus que des exécutants) donne donc peu de chances aux jeunes qui espéreraient accéder rapidement "aux fonctions décisionnaires" promises par Baretts. En fait, nous constatons au contraire, une évolution vers la réduction du nombre des "décisionnaires" véritables, non seulement parmi les technocrates, mais aussi parmi les capitalistes eux-mêmes. Résultat d'une concentration des pouvoirs économiques et politiques qui ne laisse à la décentralisation que les activités ou secteurs mineurs.

Mais si au cours de ces dernières décades, de nouvelles catégories de travailleurs ont été prolétarianisées, cela n'a pas été sans une ouverture de l'éventail des salaires liée à leur hiérarchisation. Là est le danger. Car, bien que durement épongés par l'impôt, les salaires des cadres placent ceux-ci dans la clientèle dont les techno-démocrates recherchent l'appui.

Nous espérons avoir l'occasion de revoir ce sujet à propos d'autres bouquins plus récents.

polémiques

SUR " LA REVOLUTION PROLETARIENNE "

Dans "La Révolution Proletarienne" de Janvier 1964, Raymond Guillore donne le compte-rendu fait par ICO (N° 24-Déc.63) sur la reunion des abonnés de la R.P. de novembre 1963. Il ne suffit pas de se tordre de rire ou de se lamenter parce que les invités ne sont pas d'accord et ne sont pas toujours gentils; les questions posées par le camarade d'ICO restent entières et toujours à débattre. "La Révolution Proletarienne" refuse absolument de discuter des sujets qu'elle considère "tabous".

- Après avoir dit qu'une large confrontation se ferait dans les colonnes de la RP sur la grève des mineurs, nous n'avons pratiquement rien vu et pourtant de nombreuses questions restent toujours en suspens. Pourquoi les syndicats ont-ils déclenché la grève des mineurs? Pourquoi les syndicats ont-ils été incapables de faire reprendre le travail aux mineurs bien qu'ils l'aient promis, quinze jours après le déclenchement du mouvement? Pourquoi depuis cette grève des mineurs les syndicats quels qu'ils soient, font tout ce qu'ils peuvent pour qu'il n'y ait rien de déclenché sérieusement sur un plan général, pour que les conflits en cours soient constamment isolés par les directions syndicales (Les tramways à Nantes, RBV à Paris, etc...)

- A la reunion de "La Révolution Proletarienne" Guillore demandait au camarade de ICO si la grève des mineurs aurait été possible sans les syndicats. Nous ne sommes pas les "gréviculteurs" auxquels peut penser Guillore et nous pouvons très facilement lui retourner sa question: pourquoi les syndicats ont-ils dû ou ont-ils eu nécessaire de déclencher une grève à ce moment là? Ce serait beaucoup plus important sur la signification du rôle des syndicats dans l'économie capitaliste d'aujourd'hui.

- Lazarévitch a bien dit qu'un article "Lénine, toi aussi" avait été refusé parce que des rédacteurs et des membres du noyau de la R.P. refusaient de revenir sur les conceptions bolcheviques-léninistes. Y-a-t-il lieu de refuser une discussion de ce genre dans une revue dite du "syndicalisme révolutionnaire"? Certains pensent tout de même que Staline ne peut être considéré que comme l'héritier direct de Lénine. La chose mérite réflexion et discussion, à moins d'être sclérosé par une religion. Dans le numéro de la R.P. de janvier 64, Hagnauer dit que la révolution socialiste dépend de la volonté ouvrière. Oui, sans doute, mais qu'entend-il par volonté ouvrière? Le bolchevisme-léninisme cadre mal avec cela puisque Lénine dans un passage célèbre de "Que faire?" disait que la classe ouvrière était incapable de s'élever au-delà de la conscience trade-unioniste et que la conscience socialiste devait lui venir des intellectuels bourgeois !! C'est une question sérieuse qui intéresse tout le mouvement ouvrier et particulièrement la revue "La Révolution Proletarienne".

- La Révolution Proletarienne ne parle jamais de l'intégration directe des syndicats dans l'Etat, de cette collaboration constante, de cette nécessité pour l'un comme pour l'autre. Elle ne voit que des tendances vers cette collaboration toujours repoussée d'ailleurs, il faut être particulièrement atteint de cécité. Nous connaissons exactement les limites de l'action syndicale et réformiste en dépit de tout ce que l'on peut dire à ce sujet après plusieurs décades de luttes, avec batailles sanglantes, avec batailles autour de tapis verts ou de table ronde, la classe ouvrière est toujours à la merci du premier patron venu, les dizaines d'ouvriers de RBV ont pu être licenciés (c'est simplement un exemple récent) sans aucune protestation réelle sans aucune action syndicale sérieuse, avec une lutte des seuls ouvriers admirablement étouffée par leurs chiens de garde les syndicats. La lutte prônée par la R.P. est donc incapable d'apporter quelque chose de sérieux, si après tant de décades, de "luttas",

de "législation", etc... le patron conserve son droit divin de patron, c'est donc bien que cette lutte n'a servi absolument à rien. Toute la législation sociale ne sert à rien (sinon à enchaîner plus sûrement la classe ouvrière) si elle n'est pas imposée par un rapport de force favorable auquel cas elle devient inutile, ce que le noyau de la "Révolution Proletarienne" semble avoir oublié.

Il n'y a rien là de péjoratif dans le fait de la constatation que la majorité de l'assemblée avait plus de soixante ans. La "Révolution Proletarienne" ne se renouvelle pas, n'intéresse pas les jeunes, c'est ce que nous pouvons en déduire. C'est à elle de faire sa critique, et d'essayer de se rendre compte pourquoi elle ne peut absolument rien apporter aux jeunes. Il est certain que proportionnellement il y a autant de jeunes qui s'intéressent aux problèmes du syndicalisme, aux problèmes du socialisme, aux problèmes de la révolution prolétarienne qu'avant 1914, qu'en 1920, qu'en 1935, ou qu'en 1950.

oooooooooooo

RECTIFICATIF:

au numéro 25- Janvier 64-

article: en marge du Congrès de Force Ouvrière- p.19- 2ème ligne.

au lieu de: " le soutien des dollars n'est venu nettement que fin 47
alors que beaucoup de militants staliniens avaient déjà quitté la
CGT.

il faut lire: " ...alors que beaucoup de militants non staliniens avaient..

oooooooooooo

correspondance

- d'un camarade du midi:

"...Dans ICO nous parlons, et c'est normal, pour les 85% de salariés qui sont plus ou moins encadrés ou en présence de ces syndicats. Il nous faudrait peut-être parler de la situation des travailleurs qui n'en sont même pas encore au stade du syndicat (l'industrie privée sur la côte par exemple), les nouveaux salariés (femmes, jeunes, ouvriers des nouvelles usines de la décentralisation, etc...) Seulement il faudrait une discussion, une étude de la question. Bien sûr, il ne faut pas avoir une position spéciale pour ces catégories de travailleurs- pas plus que nous n'en avons une pour les nouveaux prolétaires des pays en voie de développement. Mais pour être précis que devraient dire et faire des camarades dans ces boîtes?

- A propos des lettres d'Algérie:

A la suite de la publication de deux lettres de camarades d'Algérie (ICO N° 25- Janvier 64) nous avons reçu la lettre suivante d'un camarade de France:

" Je ne peux lire sans consternation le passage de la lettre d'Algérie page 14, où l'on dit que le "départ des français est plutôt une catastrophe...et les paysans préféreraient travailler pour des européens que pour des comités de gestion ! "

" Cette affirmation est purement et simplement contre révolutionnaire et, si vous croyez devoir publier de telles lettres, vous devriez au moins prendre vos distances vis-à-vis des divagations de votre correspondant.

" Vous vous dites pour la gestion des entreprises par les travailleurs

"et vous admettez qu'on vous écrive en versant des larmes de crocodile sur le départ des bons exploiters français et leur remplacement par des comités de gestion.

" Révolutionnaires en France, contre-révolutionnaires en Algérie. Comment comprendre ".

Nous avons adressé cette lettre au camarade d'Algérie pour avoir sa réponse.

Au cours de la réunion inter-entreprise :

discussion sur les comités de gestion en Algérie. Pour certains camarades, ces moyens apparaissent comme des instruments aux mains d'une bureaucratie en formation, exactement comme les Conseils Ouvriers en Yougoslavie. Pour d'autres au contraire, ces comités ont un contenu réel, et d'après les informations de différentes sources, il y a des conflits entre les travailleurs (qui ont une conception bien précise de la désignation, du fonctionnement, et du rôle du comité de gestion) et les dirigeants qui essaient de mettre à la tête de ces comités des hommes de l'appareil politique en se servant des moyens bureaucratiques traditionnels. Différentes questions nous intéressent relativement à ces comités de gestion:

- les ouvriers agricoles ou paysans essaient-ils, ou ont-ils essayé, ont-ils pu, donner un contenu réel d'organe de gestion communautaire.

- quels problèmes cette tentative a soulevé, tant à l'intérieur de cette communauté elle-même, que dans ses rapports avec le reste de la société.

- plus particulièrement se sont résolus les conflits inévitables entre un appareil dirigeant bureaucratique et des organes de gestion communautaire.

C'est une discussion à poursuivre après avoir réuni toute la documentation: ces problèmes sont ceux-là mêmes qui nous préoccupent à l'échelle de toute société agricole ou industrielle. Pour nous, toute tentative de gestion communautaire doit être examinée avec soin, même si elle a rapidement échoué, elle contient de multiples leçons; toute mystification bureaucratique sur le thème comité de gestion doit être dénoncée. Il ne s'agit ni de trouver un nouveau drapau, ni de juger de loin "révolutionnaires" ou "contre-révolutionnaires" des faits qui simplement existent mais de chercher à comprendre pourquoi ils existent et comment les soutenir ou les éviter, si jamais ils se présentent à nous.

oooooooooooooooo

NOTES

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS:

a établi un projet de réforme de ses statuts. Notamment, l'expression "dictature du prolétariat" par "pouvoir des travailleurs".

Décidément, tous les partis sont pour le "pouvoir des travailleurs".

EST-CE POSSIBLE? OUI.

"Les positions du parti socialiste, du parti Radical, du Rassemblement démocratique, d'autres formations démocratiques sont identiques ou rapprochées de celles de notre Parti sur de nombreuses questions... Rien ne devrait donc s'opposer à l'établissement d'un programme commun à partir de ces positions communes."

"Le moment est venu de jeter les forces ouvrières et républicaines

"dans la bataille pour une issue démocratique".

(extrait d'un tract imprimé du PC-oct.63 intitulé "En finir avec le pouvoir personnel".)

C'est sans doute cela le "pouvoir des travailleurs".

MALGRE L'OPPOSITION DU SYNDICAT UNIQUE:

et puissent (l'Histadrouth) 35.000 fonctionnaires se sont mis en grève en Israël, début décembre:

"En cessant le travail durant une journée, les fonctionnaires ont voulu mettre en garde le gouvernement, qu'ils accusent de vouloir maintenir les avantages matériels dont bénéficient actuellement leurs collègues pourvus de diplômes universitaires.

"Le très étroit éventail des salaires avait amené l'administration à accorder divers avantages au personnel issu des grandes écoles. Cette mesure avait provoqué un conflit dans le personnel administratif, et une commission présidée par le gouverneur de la Banque d'Israël, Monsieur David Horowitz, avait été chargée d'établir un rapport. Ce rapport, soumis au gouvernement préconisait une sensible réduction des avantages accordés aux "diplômés" et fixait un système d'avancement uniforme.

"Là-dessus, les fonctionnaires "privilégiés" ont décrété une grève de protestation. Persuadés que le gouvernement s'apprêtait à céder aux diplômés, les fonctionnaires ont répliqué à leur tour par l'arrêt général du travail, paralysant plus gravement que leurs collègues le fonctionnement des services publics.

"Le problème que pose au gouvernement le conflit de ses employés peut sans doute être surmonté sans trop de difficulté, mais ce qu'il convient de noter, c'est le climat que reflètent ces deux grèves. Le mécontentement va grandissant parmi les salariés, et la grève de lundi n'est pas la première qui éclate à l'encontre des décisions de l'Histadrouth. Ce qui paraît le plus préoccuper le gouvernement, c'est la perspective d'un mouvement plus étendu. La grande centrale syndicale enregistre, quant à elle, un échec d'une extrême gravité."

(Le Monde - 4/12/63).

EN ESPAGNE:

Les tramways de Valence sont confiés à une coopérative ouvrière (art. du Monde 24/10/63). Il n'est pas donné beaucoup de détails sur le fonctionnement de cette coopérative, notamment si elle "gère" simplement le travail (le reste: tarifs et matériel, lui étant imposé) ou bien la totalité de l'entreprise. A dire vrai, ce ne serait pas nouveau, une coopérative fonctionnant dans une société capitaliste; cela existe en France et on en connaît les limites. Et il ne manque pas non plus de régimes de toutes sortes pour se donner la façade "d'institutions de gestion ouvrière" pour mieux camoufler la domination des classes dirigeantes: comités d'entreprise ici, co-gestion en Allemagne, conseils ouvriers en Yougoslavie, comités de gestion en Algérie. Le régime franquiste suit la même voie; le ministre du travail a déclaré lors de l'inauguration officielle:

"ce projet se trouve situé dans la ligne de progrès social adoptée par le plan de développement;"

il a attaqué violemment la grève qui: "retarde le rythme des grandes conquêtes sociales en perspective, et est le fait du régime politique en retard"

et déclaré: "qu'il faut substituer à la souveraineté la communication et le dialogue constructif".

POLOGNE: préoccupations de dirigeants:

" Le comité central étudie la situation économique. - Monsieur Eugeniusz Szyr, vice-président du conseil, et Monsieur Alexandre Burski, ont déploré le "rendement insuffisant", et le "relâchement de la discipline du travail". Monsieur Burski a souligné qu'entre 1961 et 1963 le nombre moyen des heures supplémentaires par ouvrier avait décuplé, passant de sept à soixante dix, alors que la journée de travail était "insuffisamment utilisée". Pour les huit premiers mois de 1963, et pour l'ensemble du secteur national, a-t-il ajouté, on estime que le nombre d'heures de travail perdues du fait d'absences injustifiées, est de l'ordre de 16 millions. Il est fait état d'autre part, de la nécessité de freiner "l'accroissement injustifié du fonds de salaires".

ESPAGNE: (L'Usine Nouvelle - 7/II/63).

Le bateau roumain "Suceava" en provenance de Constanza a déchargé dans le port de Bilbao 4000 tonnes de lingots d'acier destinés à Altos Hornos. Premier lot d'une opération portant sur 14.000 tonnes d'acier roumain.

oooooooooooo

PUBLICATIONS

LA REVOLUTION

PROLETARIENNE: (syndicaliste révolutionnaire)-N° 489- déc.63-14 R. de Tracy-Paris- Dieu et l'économie- Au-delà du projet Bloch-Lainé- Pour un nouveau manifeste socialiste- Révolution défigurée et internationale bafouée- Après le Congrès de FO.

N° 490-Janv.64: La grève des impôts sur les bas salaires. A la recherche du vrai socialisme- Essai d'explication de l'inflation- Petit tour d'horizon syndical.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE:

N° 35-nov.63- Gatineau, 107 R.J. Jaurès-St Florent-Niort- évoque de sombres manœuvres bureaucratiques à la FUAJ (Fédération Unie des Auberges de Jeunesse) qui ont abouti au vidage des minorités qui depuis 13 ans prétendaient lutter à l'intérieur de "l'organisation" laissant le MIAJ (Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesse) se débattre avec son indépendance et son refus de l'intégration. Il est bien temps de crier au loup maintenant. A méditer par les syndicalistes qui veulent être dans les "organisations".

Le COURRIER

MARXISTE:

Bayvet- 4 Square A. Bertholomé-Paris-
N° 26: Des sous de Bruxelles aux kopecks de Krouchtchev- Contribution à l'édification du programme socialiste (-N° 26 et 27)
N° 27: Le socialisme n'est pas une inconnue.

WAR 3:

(en anglais) (Solidarity and Common Wealth- 12 High Street-Londres) brochure qui se présente comme suit: "la troisième guerre mondiale a commencé il y a 20 ans, elle continue et s'étend- les masses..."

ne sont pas et ne seront pas ses moyens d'action. Elles posent le cadre dans lequel est menée cette nouvelle forme de guerre.

LE MONDE

LIBERTAIRE: organe de la Fédération anarchiste- 3 R. Ternaux-Paris
N° 97-Janv.64: les thèses chinoises- du refus d'organisation- sur la définition de l'Etat- un mois en Hongrie- révolte à la Martinique- Unité d'action? Unité Organique? le Vicaire- art socio-expérimental la prochaine étape.

LE COMBAT

SYNDICALISTE: anarcho-syndicaliste- 39 R. de la Tour d'Auvergne-Paris.
Nov.63: la dictature et ses crimes (Angola)- 12ème congrès de l'AIT. les anarchistes et le congrès de FO- militantisme et révolution- Dien-Bien-Phu- Déductions (sur l'Algérie).

DIRECT ACTION: (en anglais)-(section anglaise de l'Association Internationale des Travailleurs- AIT)- Bill Christopher-34 Cumberland Road- E 17-Londres.
Déc.63: action directe des parents- dans les autobus- grève générale au Swaziland- Congrès de la section anglaise- Le tourisme aide Franco.

CARE : Bulletin d'Information du Comité d'Aide à la Résistance Espagnole.
Colette Audry- 20 Rue du Ranelagh-Paris 16è.
N° 12-Déc.63: le malaise espagnol- lettre d'Espagne- le mythe de la croisade de Franco.

POUVOIR

OUVRIER: pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire
N° 56-Déc.63- 20 R. Léopold Bellan- Paris 2è.
Les grèves: une stratégie? Oui- mais laquelle?-enseignants: comment on étouffe une proposition- grève à la Sorbonne- bien voter ou devenir gangster- Dallas- La lutte anti-nucléaire-

L'ECOLE

EMANCIPEE: syndicaliste révolutionnaire- tendance au sein de la Fédération de l'Education nationale-
N° 7- 17 Déc.63: deux pages sur la CFTC.

ETUDES ANTI-

COLONIALISTES: fiches d'information II et I2-
l'Iran et le semi-colonialisme (nous soulignons à nouveau le sérieux de cette étude, comme des précédentes).
(S.Thion- éditions de L'Etoile- 73 Rue Buffon- Paris 5è).

FRONT NOIR: Janover-poste restante- bureau N° 30- Paris.
N° 2- Oct.63: guerre impérialiste ou révolution socialiste- les principes de la révolution prolétarienne (D. de Léon). Caractère général d'une décadence- l'Art et la Révolution- Richard Wagner- Notes sur le problème poétique- Le vent impur des étables.

LE PROLETAIRE: bulletin mensuel du Parti Communiste Internationaliste- Programme Communiste- B.P. 375-Marseille-Colbert.
Kennedy mort, l'Etat capitaliste se porte bien- le prix de la dernière capitulation- les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires- l'Unité avec le capitalisme-lettre de Hollande- lettre de Belgique-